

La constitution

M. Knowles: Nous sommes d'accord là-dessus.

M. Wenman: Si la liberté se définit par l'absence de coercition, en ce cas, la clôture du débat est une profanation de la liberté. Cette liberté est le fondement philosophique même de nos institutions parlementaires et de la démocratie canadienne. Le mécanisme de la clôture d'un débat est une procédure antidémocratique qui devrait être rayée de nos règlements parce qu'elle porte atteinte aux valeurs et aux traditions fondamentales du Parlement canadien.

La liberté de parole—qu'il s'agisse d'une obligation, d'un privilège, d'un instrument ou d'un droit—est de loin plus importante que le contenu du discours proprement dit ou sa forme, que n'importe quel discours que nous pourrions entendre ici ou projet de loi ou autre résolution qui pourrait nous être proposé ici. Le côté ironique de la résolution dont nous débattons aujourd'hui, c'est qu'elle prétend garantir une démarche dont elle fait fi. Cette procédure a dévalorisé et perverti la liberté de parole qui en était le fondement même.

Le premier ministre, qui prétend défendre la justice et l'égalité sait parfaitement que la motion de clôture est une mauvaise chose. Il sait qu'il a fait injure à ses principes comme au Parlement en invoquant cette disposition. Il est de son devoir de se reprendre et je lui demande de le faire.

J'ai profité de tout ce que le Canada avait de mieux à offrir. Ce pays a été bon pour moi. J'ai reçu la meilleure instruction, on m'a inculqué les meilleures valeurs spirituelles, j'ai joui de l'abondance matérielle et eu beaucoup de chance. Oui, ce pays a été bon pour moi. J'ai eu la possibilité également de m'exprimer aussi bien dans le langage universitaire que dans celui des politiciens. Et pourtant, la semaine dernière, un électeur de ma circonscription m'a reproché de me comporter à présent comme ces «autres» politiciens et de ne pas intervenir sur la constitution tout simplement pour exprimer nos propres sentiments sur la question. Pourquoi ne pas dire carrément ces choses m'a-t-il dit?

Dans la première partie de mon discours, j'ai dit que je reprendrais quelques-uns de ses propos. Ce sont des choses qu'il m'a demandé de vous répéter. Il m'arrive parfois de penser que la très grande majorité des gens, la voix de la démocratie, s'expriment avec une simplicité qui nous fait défaut à nous, les ouvriers de la constitution, de la confédération et de la re-confédération. Il arrive que nous ne pouvons voir la forêt à cause des arbres qui nous masquent la vue.

Pour les gens que je représente, la constitution est une chose très simple. Voici ce qu'ils me disent: «Pourquoi ne pas simplement rapatrier la constitution le plus vite possible avec le moins de changements possible et, ensuite, nous procéderons aux changements qui s'imposent, autant qu'il en faudra, ici même au Canada?» C'est simple, un simple rapatriement avec une formule d'amendement, sans statut spécial pour aucun des membres de la Confédération—équité, justice, égalité et surtout, occupons-nous des affaires de la Chambre et du pays en tentant de résoudre nos problèmes économiques et sociaux qui sont urgents. On se demande pourquoi le gouvernement ne peut comprendre un message aussi simple. Le consensus est évident. Que ce soit les femmes canadiennes ou les provinces—le Parlement parlant à l'unanimité. Le consensus est déjà évident. Mes commettants ne peuvent comprendre pourquoi nous n'agissons pas, ou pourquoi nous n'avons pas agi au moment où nous avons une résolution unanime de la Cham-

bre. Honnêtement, je suis d'accord avec eux. Je ne comprends pas pourquoi nous n'avons pas agi et nous n'agissons pas. Le consensus est évident.

Mes commettants disent aussi que l'Ouest a conscience que le centre joue avec la constitution pendant que l'Ouest brûle. On a l'impression que l'Est et le centre prennent la tolérance de l'Ouest pour de l'ignorance. L'Ouest en a assez d'être tolérant, il en a assez des histoires d'Arabes-aux-yeux-bleus. Les habitants de l'Ouest en ont assez d'être considérés comme des rustres. L'Ouest reste indifférent à ce fanatisme centraliste, mais cela ne signifie pas pour autant que l'Ouest est aveugle. L'Ouest en a assez de la péréquation à sens unique.

Il se peut que le salaire d'un habitant de l'Ouest dépasse de 5 p. 100 la moyenne nationale, mais une maison dans l'ouest du Canada coûte deux fois plus cher. Ce 5 p. 100 est donc insuffisant. Il en coûte plus que 5 p. 100 pour acheter une voiture dans l'Ouest qu'ici à Ottawa ou ailleurs dans le centre du Canada. Il en coûte plus pour le téléphone, et le coût de la vie dans l'Ouest est très très élevé. L'Ouest veut bien accepter la péréquation, mais il commence à se fatiguer. Les habitants de l'Ouest souhaitent que le centre se réveille avant qu'il lui dise—et c'est ce que semblent dire mes commettants au téléphone: «Gardez vos subventions, et vos quotas, gardez vos tarifs-marchandises injustes, votre veto constitutionnel hautain, vos institutions de crédit, votre système électoral pipé. Si vous voulez nous avoir comme associés dans votre grande fédération, nous voulons que notre part soit juste et équitable». Nous ne tenons pas à jouer avec vos dés pipés ou vos cartes battues d'avance. Nous réclamons qu'on donne à l'Ouest les atouts auxquels il a droit.

● (2150)

M. Paproski: Nous voulons prendre part à ce jeu de poker nous aussi.

M. Wenman: Parfaitement, et cette fois avec un jeu de cartes non truquées. Nous voulons participer au jeu, mais pas avec des tricheurs. Donc, pour jouer franc jeu, nous allons commencer par vous dire ce que nous voulons exactement. Eh bien, voilà: nous voulons faire reconnaître toutes les possibilités qu'offre l'Ouest. Nous voulons que vous nous aidiez à développer notre région. Nous voulons vous faire reconnaître que l'avenir de l'Est repose sur l'expansion, et non sur l'exploitation, de l'Ouest. Nous voulons vous amener à considérer l'Ouest comme une porte ouvrant sur les grands marchés internationaux des pays en bordure du Pacifique. Voilà la première étape. Ce sont nos provinces de l'Ouest, la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, qui offrent d'excellentes perspectives, et non pas l'Extrême-Orient. Notre littoral du Pacifique offre des possibilités d'autant plus intéressantes que nous avons été exclus des marchés européens habituels. Pourquoi ne pouvez-vous voir ce potentiel et nous aider à le développer? C'est ce que nous souhaitons, pourtant? Et nous voulons que ce soit fait de façon très positive. Nous, les Canadiens de l'Ouest, voulons un pays fort et uni. J'en suis tout à fait sûr, et cela malgré ce que m'en disent les groupes séparatistes qui viennent déverser leur colère devant moi. Au fond, quand ils ont fini d'ergoter et qu'ils se sont calmés, on constate qu'ils réclament eux aussi un Canada fort et uni. L'avenir de notre pays est fort prometteur. Nous croyons que le Canada est une fédération de citoyens et de partenaires égaux qui peut se développer à partir de ce principe. Les